

enclos, en ce compris le domicile privé des particuliers. Chaque fois qu'il en sera requis par les délégués, le bourgmestre leur prêtera main forte. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :
Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

verschaffen tot de woningen, werkplaatsen, gebouwen, belendende binnenplaatsen en besloten ruimten, met inbegrip van de privé-woonplaats van particulieren. Wanneer de burgemeester er door die afgevaardigden toe wordt verzocht, zal hij hen de sterke hand verlenen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :
De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 - 100

[C - 97/3032]

13 JANVIER 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 février 1996 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment les articles 3, 10, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 26 et 29;

Vu l'avis de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le nouveau marché, destiné aux entreprises jeunes à potentiel de croissance élevé, concourt à la promotion de la place financière belge; qu'il entre dans les intentions des autorités boursières de le rendre opérationnel début janvier 1997; qu'il convient dès lors sans tarder d'en fixer l'organisation et les règles de fonctionnement;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives au nouveau marché*

Article 1^{er}. Un article 58bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 16 février 1996, fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles :

« Article 58bis. Par dérogation aux articles 54 à 57, le comité de direction peut également admettre comme membres, les membres d'un marché réglementé avec lequel une convention de réciprocité a été conclue. Pour ces membres, la condition d'inscription, prévue à l'article 58, 4^o, est réputée remplie. En outre, la convention de réciprocité peut déroger aux obligations contenues à l'article 58, 6^o et 7^o et prévoir des contributions spécifiques. »

Art. 2. L'article 91 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 91. La cote comprend :

- a) le Premier Marché;
- b) le Second Marché;
- c) le Nouveau Marché. »

Art. 3. Dans l'article 97 du même arrêté royal, les mots "à l'article 90" sont remplacés par les mots "à l'article 92".

Art. 4. Un article 97bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Article 97bis. Le nouveau marché est un marché qui ne constitue pas une cote officielle au sens de la directive visée à l'article 92, et sur lequel sont inscrits les instruments financiers, conformément au chapitre VIII du présent règlement. »

N. 97 - 100

[C - 97/3032]

13 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs, inzonderheid de artikelen 3, 10, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 26 en 29;

Gelet op het advies van de Effectenbeursvennootschap van Brussel;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financienwezen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe markt, die bestemd is voor de jonge ondernemingen met hoge groeimogelijkheden, tot de promotie van het Belgische financiële centrum bijdraagt; dat het in de bedoelingen van de Beursautoriteiten ligt begin januari 1997 zij operationeel te laten worden; dat het derhalve noodzakelijk is de organisatie en de werkingsregels ervan te bepalen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de nieuwe markt*

Artikel 1. Een artikel 58bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel ingevoegd :

« Artikel 58bis. In afwijking van de artikelen 54 tot 57 kan het directiecomité tevens als leden aanvaarden de leden van een gereglementeerde markt waarmee een wederkerigheidsovereenkomst werd gesloten. Voor die leden wordt de opnemingsvoorwaarde als bedoeld in artikel 58, 4^o geacht te zijn vervuld. Bovendien kan de wederkerigheidsovereenkomst afwijken van de in artikel 58, 6^o en 7^o bedoelde verplichtingen en specifieke bijdragen vaststellen. »

Art. 2. Artikel 91 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 91. De notering omvat :

- a) de Eerste Markt;
- b) de Tweede Markt;
- c) de Nieuwe Markt. »

Art. 3. In artikel 97 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden "in artikel 90" vervangen door de woorden "in artikel 92".

Art. 4. Een artikel 97bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Artikel 97bis. De nieuwe markt is een markt die geen officiële notering is in de zin van de richtlijn bedoeld in artikel 92, waarin de financiële instrumenten worden opgenomen overeenkomstig hoofdstuk VIII van dit reglement. »

Art. 5. Un chapitre VIII et un chapitre IX, comprenant les articles 129 à 170, libellés comme suit, sont insérés dans le même arrêté, entre les articles 128 et 129 :

« **CHAPITRE VIII. — L'inscription**
et la radiation des instruments financiers au nouveau marché

Section 1^{re}. — Définitions

Article 129. Aux fins du présent chapitre, il faut entendre par :

1° la société émettrice : la société ou la personne morale émettant les instruments financiers qui sont inscrits au nouveau marché ou faisant l'objet de la demande d'inscription à la cote;

2° la société tierce : la société ou la personne morale dont les instruments financiers sont des certificats représentant des parts émises par des sociétés émettrices et qui sont cotés au nouveau marché;

3° instruments financiers : les instruments financiers visés à l'article 1^{er}, § 1^{er} de la loi du 6 avril 1995;

4° actions : les instruments financiers visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1°, a, premier tiret de la loi du 6 avril 1995, à l'exception des certificats d'actions;

5° obligations : les instruments financiers visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1°, a, deuxième tiret de la loi du 6 avril 1995, à l'exception des certificats d'obligations;

6° certificats : les certificats émis en représentation ou en contrepartie d'actions ou d'obligations émanant de sociétés tierces, privées ou publiques, ou de quotités de ces actions ou obligations;

7° parts : les instruments financiers visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2° de la loi du 6 avril 1995;

8° actionnaire dirigeant : l'actionnaire qui participe à la gestion journalière de la société émettrice ou qui en est fondateur;

9° membre du nouveau marché : toute personne physique ou morale, membre du nouveau marché conformément au Chapitre III de cet arrêté et qui opte pour l'un et/ou l'autre des statuts suivants :

- introducteur-teneur de marché, en abrégé ITM;
- négociateur-courtier;

10° introducteur-teneur de marché : l'introducteur-teneur de marché, en abrégé ITM, est un membre mandaté par la société émettrice ou la société tierce, et habilité par la S.B.V.M.B. à remplir sur le nouveau marché, l'une et/ou l'autre des deux fonctions suivantes :

- concourir aux inscriptions d'instruments financiers sur le nouveau marché;

- assurer, pendant au moins trois ans après l'inscription, la tenue de marché des instruments financiers pour lesquels il a été habilité par la S.B.V.M.B.;

11° négociateur-courtier : le négociateur-courtier est un membre habilité par la S.B.V.M.B. à exécuter sur le nouveau marché les ordres de ses clients. Il peut, en outre, agir pour son compte propre.

Section 2. — Champ d'application du présent chapitre

Article 130. Le présent chapitre s'applique aux instruments financiers dont l'inscription au nouveau marché est demandée ou qui y sont inscrits.

Il ne s'applique toutefois pas aux instruments financiers visés à l'article 22, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 avril 1995, ni à ceux pour lesquels des dispositions légales et réglementaires réservent exclusivement l'inscription à un autre marché.

Section 3. — Les différents statuts des membres du nouveau marché

Article 131. Le membre du nouveau marché opte pour l'un et/ou l'autre des statuts suivants :

- a) introducteur-teneur du marché, en abrégé ITM;
- b) négociateur-courtier.

Les modalités de l'option, visée à l'alinéa 1^{er}, sont déterminées par le comité de direction.

Article 132. § 1^{er}. L'ITM est un membre habilité par le comité de direction à concourir aux inscriptions d'instruments financiers sur le nouveau marché.

L'ITM peut également être habilité par le comité de direction à remplir la fonction d'assurer, pendant une période de trois ans minimum après l'inscription, la tenue de marchés des instruments financiers.

Art. 5. Een hoofdstuk VIII en een hoofdstuk IX, die bestaan uit de artikelen 129 tot 170, luidend als volgt, worden in hetzelfde koninklijk besluit tussen de artikelen 128 en 129 ingevoegd :

« **HOOFDSTUK VIII. — De opneming en de schrapping**
van financiële instrumenten in de nieuwe markt

Afdeling 1. — Definities

Artikel 129. In de bepalingen van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° de uitgevende vennootschap : de vennootschap of rechtspersoon die de financiële instrumenten uitgeeft die zijn opgenomen in de notering van de nieuwe markt of waarop de aanvraag tot toelating tot de notering betrekking heeft;

2° de derde vennootschap : de vennootschap of rechtspersoon waarvan de financiële instrumenten certificaten zijn die rechten van deelneming vertegenwoordigen die worden uitgegeven door de uitgevende vennootschap en opgenomen zijn in de notering van de nieuwe markt;

3° financiële instrumenten : de financiële instrumenten als bedoeld in artikel 1, § 1 van de wet van 6 april 1995;

4° aandelen : de financiële instrumenten als bedoeld in artikel 1, § 1, 1°, a, eerste streepje van de wet van 6 april 1995, met uitzondering van de certificaten van aandelen;

5° obligaties : de financiële instrumenten als bedoeld in artikel 1, § 1, 1°, a, tweede streepje van de wet van 6 april 1995, met uitzondering van de certificaten van obligaties;

6° certificaten : de certificaten die worden uitgegeven ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van aandelen of obligaties door derde vennootschappen, privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen, of delen van deze aandelen of obligaties;

7° rechten van deelneming : de financiële instrumenten als bedoeld in artikel 1, § 1, 2° van de wet van 6 april 1995;

8° aandeelhouder-bedrijfsleider : de aandeelhouder die deelneemt in het dagelijkse bestuur van de vennootschap of de oprichter ervan is;

9° lid van de nieuwe markt : elke natuurlijke of rechtspersoon, die lid is van de nieuwe markt overeenkomstig Hoofdstuk III van dit besluit en die kiest voor één of beide van de volgende statuten :

- sponsor-markthouder;
- verhandelaar-makelaar;

10° sponsor-markthouder : de sponsor-markthouder, afgekort SMH, is een lid dat door de uitgevende vennootschap of de derde vennootschap werd gemandateerd en van de E.B.V.B. de vergunning heeft gekregen om op de nieuwe markt de ene en/of de andere van de twee volgende functies uit te oefenen :

- bijdragen tot de opneming van de financiële instrumenten in de nieuwe markt;

- gedurende ten minste drie jaar na de opneming, de markt houden van de financiële instrumenten waarvoor hij van de E.B.V.B. een vergunning heeft gekregen;

11° verhandelaar-makelaar : de verhandelaar-makelaar is een lid dat van de E.B.V.B. de vergunning heeft gekregen om op de nieuwe markt orders voor zijn cliënt uit te voeren. Hij mag tevens voor eigen rekening handelen.

Afdeling 2. — Toepassingsgebied van dit hoofdstuk

Artikel 130. Dit hoofdstuk is van toepassing op de financiële instrumenten waarvoor de opneming in de nieuwe markt wordt gevraagd of die daarin zijn opgenomen.

Dit hoofdstuk is evenwel niet van toepassing op de financiële instrumenten als bedoeld in artikel 22, eerste lid van de wet van 6 april 1995, noch op de financiële instrumenten waarvoor de wettelijke en reglementaire bepalingen voorschrijven dat die uitsluitend in een andere markt kunnen worden opgenomen.

Afdeling 3. — De verschillende statuten van de leden van de nieuwe markt

Artikel 131. Het lid van de nieuwe markt kiest voor één van of beide volgende statuten :

- a) sponsor-markthouder, afgekort SMH;
- b) verhandelaar-makelaar.

De in lid 1 beoogde keuzemodaliteiten zijn vastgelegd door het directiecomité.

Artikel 132. § 1. De SMH is een lid dat van het directiecomité de vergunning heeft gekregen om bij te dragen tot de opneming van de financiële instrumenten in de nieuwe markt.

De SMH kan tevens van het directiecomité de vergunning krijgen om gedurende ten minste drie jaar na de opneming, de markt bij te houden van de financiële instrumenten.

La période visée à l'alinéa précédent peut être écourtée par le comité de direction si, avec l'accord de la société émettrice ou la société tierce, un autre ITM s'engage à assurer cette tenue de marché pendant la période nécessaire pour couvrir l'engagement initial de trois ans après l'inscription.

§ 2. Si pour l'inscription d'un instrument financier déterminé, l'ITM ne remplit pas lui-même la fonction de teneur de marché, il doit, avec l'accord du comité de direction, obtenir d'un autre ITM, l'engagement de remplir cette fonction pour l'instrument financier qu'il introduit.

Un ITM peut assurer la tenue de marché pour un instrument financier dont il n'a pas assuré lui-même l'inscription.

Article 133. Lorsqu'il introduit un instrument financier, l'ITM prend les engagements suivants à l'égard de la société émettrice :

- a) assister la société émettrice dans la préparation des documents d'information visés à l'article 147 du même arrêté royal;
- b) publier une note d'analyse sur la société émettrice lors de l'inscription et à l'issue des deux exercices suivants, conformément à l'article 147, 8° du même arrêté royal;
- c) procéder, le cas échéant, au placement des instruments financiers;
- d) assurer l'animation commerciale de l'instrument financier.

Les modalités de ces engagements font l'objet d'une convention passée entre l'ITM et la société émettrice dont elle joint une copie à la demande d'inscription, conformément à l'article 147, 11° et 12° du même arrêté royal.

Article 134. Lorsqu'il exerce la fonction de teneur de marché, l'ITM s'engage également à assurer, dans les conditions fixées aux articles 143 et suivants du règlement du marché de la Bourse de Bruxelles, la liquidité des instruments financiers pour lesquels il a été spécialement habilité; les conditions de cette habilitation ou de ce retrait sont fixées par le comité de direction.

L'ITM doit disposer des instruments financiers nécessaires à l'exercice de la fonction de teneur de marché, conformément à l'article 137, c, du même arrêté royal.

Article 135. Le négociateur-courtier est le seul membre habilité par le comité de direction à exécuter les ordres de ses clients. Il peut, en outre, agir pour compte propre.

Article 136. Lorsque le membre dispose à la fois du statut d'ITM et de négociateur-courtier, l'exercice des fonctions attachées à ces deux statuts doit être assuré, pour un même instrument financier, par des personnes physiques différentes et dans l'intérêt des clients.

Le membre qui ne dispose pas du statut de négociateur-courtier ne peut répondre à un ordre de ses clients.

Section 4. — Conditions d'inscription des instruments financiers et engagements des actionnaires dirigeants

Sous-section 1^{re}. — Conditions d'inscription des instruments financiers

Article 137. § 1^{er}. L'examen d'une demande d'inscription au nouveau marché est soumise aux conditions suivantes :

- a) les fonds propres de la société émettrice doivent s'élever au montant minimal de 60 millions de BEF;
- b) la diffusion des instruments financiers dans le public, réalisée au plus tard le jour de l'inscription, doit porter sur une quantité minimale de 100 000 unités d'instruments financiers et sur une contre-valeur minimale de 100 millions de BEF;
- c) une quantité égale à 10 % des instruments financiers inscrits au nouveau marché doit être mise à la disposition du ou des teneurs de marché par la société émettrice ou la société tierce, afin de lui/de leur permettre d'assurer la tenue de marché de l'instrument financier;

d) les comptes annuels de la société émettrice doivent être contrôlés et certifiés par un membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Pour les sociétés ayant leur siège social à l'étranger, les comptes annuels sont certifiés par une personne qualifiée pour ce faire en vertu de la législation nationale applicable à ces sociétés conformément à un ensemble de normes de contrôle équivalentes à celles de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;

e) les instruments financiers dont l'inscription au nouveau marché est demandée doivent être librement négociables;

f) s'ils sont présentés sous forme matérielle, lesdits instruments financiers, doivent répondre aux conditions de forme prévues par l'article 22 de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'inscription d'instruments financiers au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières;

De in het vorige lid beoogde periode kan door het directiecomité worden bekort wanneer, na akkoord van de uitgevende vennootschap of de derde vennootschap, een andere SMH zich ertoe verbindt in te staan voor dit markthouderschap om de initiële verbintenis van drie jaar na de opnemings te dekken.

§ 2. Indien de SMH voor het markthouderschap van een bepaald financieel instrument dat werd opgenomen niet zelf uitvoert, moet hij, na akkoord van het directiecomité, met een andere SMH de verbintenis aangaan om die functie te vervullen voor het financiële instrument dat hij introduceert.

Een SMH kan de markt houden voor een financieel instrument dat niet door hem werd geïntroduceerd.

Artikel 133. Bij de introductie van een financieel instrument, gaat de SMH de volgende verbintenissen aan met de uitgevende vennootschap :

- a) de vennootschap bijstaan bij de voorbereiding van de informatie-bescheiden als bedoeld in artikel 147 van hetzelfde koninklijk besluit;
- b) een analyse publiceren over de uitgevende vennootschap ter gelegenheid van de introductie en na afloop van de twee volgende boekjaren als beoogd in artikel 147, 8° van hetzelfde koninklijk besluit;
- c) in voorkomend geval, overgaan tot de belegging van de financiële instrumenten;

d) instaan voor de commerciële promotie van het financiële instrument.

De modaliteiten van die verbintenis worden vastgelegd in een tussen de SMH en de uitgevende vennootschap gesloten overeenkomst, waarvan kopie wordt gevoegd bij de aanvraag tot opnemingsovereenkomstig artikel 147, 11° en 12° van hetzelfde koninklijk besluit.

Artikel 134. In de uitoefening van zijn functie als markthouder, verbindt de SMH er zich eveneens toe om binnen de in artikelen 143 en volgende van het marktreglement van de Beurs van Brussel, de liquiditeit te waarborgen van de financiële instrumenten waarvoor hij een vergunning heeft gekregen; de voorwaarden van die vergunning of van die intrekking worden bepaald door het directiecomité.

De SMH moet over de voor de uitoefening van de functie van markthouder vereiste financiële instrumenten beschikken, overeenkomstig artikel 137, c van hetzelfde koninklijk besluit.

Artikel 135. De verhandelaar-makelaar is het enige lid dat van het directiecomité de vergunning heeft gekregen orders voor zijn cliënten uit te voeren. Hij kan bovendien voor eigen rekening handelen.

Artikel 136. Wanneer een lid zowel over het statuut van SMH als over dat van verhandelaar-makelaar beschikt, moeten, voor een financieel instrument, de functies die verbonden zijn aan die twee statuten door verschillende natuurlijke personen en in het belang van de cliënten worden uitgeoefend.

Het lid dat niet over het statuut beschikt van verhandelaar-makelaar mag geen gevolg geven aan een order van een cliënt.

Afdeling 4. — Opnemingsvoorwaarden van de financiële instrumenten en verbintenissen van de aanleelhouder-bedrijfsleider

Onderafdeling 1. — Opnemingsvoorwaarden van de financiële instrumenten

Artikel 137. § 1. Volgende voorwaarden zijn verbonden aan het onderzoek van een aanvraag tot opnemings in de nieuwe markt :

- a) het eigen vermogen van de uitgevende vennootschap bedraagt ten minste 60 miljoen BEF;
- b) het aantal financiële instrumenten, dat uiterlijk de dag van de opnemings onder het publiek moet worden verspreid, bedraagt minimum 100 000 eenheden en heeft een tegenwaarde van minimum 100 miljoen BEF;
- c) 10 % van de in de nieuwe markt opgenomen financiële instrumenten wordt ter beschikking gesteld van de sponsor(s)-markthouder(s) door de uitgevende vennootschap of de derde vennootschap, zodat hij (zij) kan (kunnen) instaan voor het markthouderschap van het financiële instrument;

d) de jaarrekening van de uitgevende vennootschap wordt gecontroleerd en gecertificeerd door een lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. De jaarrekening van vennootschappen met maatschappelijke zetel in het buitenland moet gecertificeerd zijn door een persoon, hiertoe gemachtigd door de op die vennootschappen toepasselijke nationale wetgeving overeenkomstig een geheel van controlenormen die kunnen gelijk gesteld zijn met degene van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

e) de financiële instrumenten waarvoor de opnemings in de nieuwe markt wordt gevraagd, zijn vrij verhandelbaar;

f) indien de financiële instrumenten in materiële vorm worden voorgesteld, moeten zij voldoen aan de vormvereisten bedoeld in artikel 22 van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de opnemings van financiële instrumenten in de eerste markt van een effectenbeurs;

g) si la société émettrice n'existe pas depuis plus de deux ans, elle ne peut accéder au nouveau marché que par une augmentation de capital;

h) la société émettrice doit prévoir dans ses statuts que toute personne physique ou morale qui acquiert ou cède des instruments financiers représentatifs ou non du capital et conférant le droit de vote, doit déclarer le nombre d'instruments financiers qu'elle possède à la société émettrice ainsi qu'au comité de direction, lorsque les droits de vote afférents à ces instruments financiers atteignent une quotité de 5 %, 10 %, 15 %, 20 % et ainsi de suite par tranche de cinq pourcents, du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration.

Le comité de direction détermine les règles de publication des franchissements des seuils visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Lorsque la condition visée au § 1^{er}, a n'est pas remplie, le comité de direction peut, dans la détermination des fonds propres, prendre en considération le montant net des capitaux levés et leur utilisation recherchée.

Article 138. L'inscription au nouveau marché des instruments financiers visés à l'article 4, § 1^{er} de la loi du 4 décembre 1990, est subordonnée à l'autorisation du Ministre des Finances prévue à cet article.

Article 139. L'inscription au nouveau marché des instruments financiers visés par le titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions d'instruments financiers, ne sera réalisée qu'après qu'un prospectus ait été rendu public et qu'un avis ait été publié, conformément à l'article 29, §§ 1^{er} et 2 dudit arrêté.

Article 140. L'inscription d'un instrument financier au nouveau marché ne peut avoir lieu qu'après la clôture de la période de souscription en cas d'émission publique précédant l'inscription au nouveau marché.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le comité de direction peut décider que des instruments financiers faisant l'objet d'émissions continues, soient immédiatement admis au nouveau marché.

Article 141. Dans le but de protéger l'épargne ou dans l'intérêt du marché, le comité de direction peut, par décision motivée, subordonner l'inscription au nouveau marché d'un instrument financier déterminé, à toutes conditions supplémentaires, notamment lorsque de telles conditions sont souhaitables dans l'intérêt de l'émetteur ou des investisseurs.

Le comité de direction peut déroger aux conditions précétablies lorsque de telles conditions ne sont pas souhaitables dans l'intérêt de la société émettrice d'instruments financiers ou de l'investisseur et que le comité de direction a l'assurance que les investisseurs disposent des informations nécessaires pour se former un jugement fondé sur la société et sur les instruments financiers émis par elle.

Les dérogations accordées par le comité de direction, conformément au présent article sont d'application générale pour l'ensemble des émetteurs lorsque les circonstances qui les justifient sont similaires.

Article 142. L'inscription d'instruments financiers de créance donnant accès au capital d'une société dont les instruments financiers de capital ne sont pas eux-mêmes inscrits à la cote du nouveau marché est subordonnée à l'engagement, par la société émettrice, de présenter une demande d'inscription sur le nouveau marché des instruments financiers de capital concernés, dans un délai suffisant avant la prise d'effet du droit d'accès au capital de la société.

Sous-section 2. — Engagements des actionnaires dirigeants

Article 143. Les actionnaires dirigeants s'engagent à conserver un pourcentage minimum du nombre d'instruments financiers qu'ils détiennent au moment de l'inscription, pendant une période minimale de 12 mois suivant l'inscription des instruments financiers sur le nouveau marché.

Article 144. Le pourcentage minimum ainsi que les autres modalités de l'engagement visés à l'article 143, sont fixés par le comité de direction.

Article 145. Les actionnaires dirigeants s'engagent à informer le comité de direction dans les cinq jours ouvrables, de toute opération de cession effectuée sur les instruments financiers de la société émettrice qu'ils détiennent, pour autant qu'ils dépassent le pourcentage minimum visé à l'article 144.

Ces informations sont reproduites dans un avis publié par le comité de direction.

g) indien de uitgevende vennootschap niet sedert ten minste twee jaar bestaat, kan ze slechts toetreden tot de nieuwe markt mits een kapitaalverhoging;

h) de uitgevende vennootschap moet in haar statuten voorzien dat elke natuurlijke of rechtspersoon die stemverlenende financiële instrumenten, die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen, verwerft of afstaat, kennis moet geven aan de uitgevende vennootschap alsook aan het directiecomité van het aantal financiële instrumenten dat hij bezit wanneer de aan die financiële instrumenten verbonden stemrechten 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, enzovoort, telkens per schijf van vijf procent, berekenen van het totale aantal stemrechten op het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan kennisgeving is verplicht.

Het directiecomité bepaalt de regels inzake de bekendmaking van de overschrijdingen van de in het eerste lid bepaalde drempels.

§ 2. Indien aan de in § 1, a beoogde voorwaarde niet is voldaan, kan het directiecomité bij de vaststelling van het eigen vermogen het netto bedrag van het geïnde kapitaal en het beoogde gebruik ervan in aanmerking nemen.

Artikel 138. Voor de opneming in de nieuwe markt van de financiële instrumenten als beoogd in artikel 4, § 1 van de wet van 4 december 1990 is de in dat artikel bedoelde toelating van de Minister van Financiën vereist.

Artikel 139. De opneming in de nieuwe markt van de financiële instrumenten als bedoeld in titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime van titels en effecten, zal slechts plaatsvinden nadat een prospectus is openbaar gemaakt en een bericht werd bekendgemaakt overeenkomstig artikel 29, §§ 1 en 2 van verneld besluit.

Artikel 140. De opneming van een financieel instrument in de nieuwe markt kan pas ingaan na de afsluiting van de inschrijvingsperiode, indien een openbare uitgifte aan de opneming in de nieuwe markt voorafgaat.

In afwijking van het eerste lid kan het directiecomité beslissen dat doorlopend uitgegeven financiële instrumenten onmiddellijk in de nieuwe markt worden opgenomen.

Artikel 141. Met het oog op de bescherming van het spaarwezen of in het belang van de markt, kan het directiecomité in een met redenen omklede beslissing de opneming in de nieuwe markt van een bepaald financieel instrument laten afhangen van om het even welke bijkomende voorwaarde, inzonderheid wanneer dergelijke voorwaarden wenselijk zijn in het belang van de emittent of van de beleggers.

Het directiecomité kan van deze vastgestelde voorwaarden afwijken wanneer dergelijke voorwaarden niet wenselijk zijn in het belang van de uitgevende vennootschap van financiële instrumenten of van de belegger en het directiecomité de verzekering heeft dat de beleggers over de nodige informatie beschikken om de vennootschap en de door haar uitgegeven financiële instrumenten op gefundeerde wijze kunnen beoordelen.

De afwijkingen die door het directiecomité overeenkomstig onderhevig artikel worden toegestaan, zijn algemeen van toepassing voor alle uitgevers indien de omstandigheden die ze verantwoorden gelijksoortig zijn.

Artikel 142. Voor de opneming van de financiële schuldinstrumenten die toegang verlenen tot het kapitaal van een vennootschap waarvan de financiële kapitaalinstrumenten zelf niet zijn opgenomen in de notering van de nieuwe markt, moet de uitgevende vennootschap binnen een voldoende termijn vóór de inwerkingtreding van het toegangsrecht tot het kapitaal van de vennootschap, een aanvraag tot opneming in de nieuwe markt indienen voor de betrokken financiële kapitaalinstrumenten.

Onderafdeling 2. — Verbintenissen van de aandeelhouders-bedrijfsleiders

Artikel 143. De aandeelhouders-bedrijfsleiders verbinden zich ertoe een minimumpercentage aan te houden van het aantal financiële instrumenten in hun bezit op het moment van de opneming en dit gedurende een periode van minimum 12 maanden volgend op de opneming van de financiële instrumenten in de nieuwe markt.

Artikel 144. Het minimumpercentage alsook alle andere modaliteiten van de in artikel 143 beoogde verbintenis worden vastgesteld door het directiecomité.

Artikel 145. De aandeelhouders-bedrijfsleiders verbinden zich ertoe het directiecomité binnen vijf werkdagen op de hoogte te brengen van alle overdrachten van financiële instrumenten van de uitgevende vennootschap die zij bezitten, voor zover ze het minimumpercentage als beoogd in artikel 144 overschrijden.

Die informatie wordt verspreid in een door het directiecomité gepubliceerd bericht.

Section 5. — Procédure d'inscription

Article 146. Quiconque sollicite l'inscription d'un instrument financier au nouveau marché doit s'adjoindre les services d'un ou plusieurs ITM.

La demande est faite par écrit et adressée au comité de direction en y joignant les pièces exigées par l'article 147 au moment où il dépose à la Commission bancaire et financière le projet de prospectus ou le prospectus.

Article 147. Doivent être joints à la demande d'inscription, pour autant qu'ils ne soient pas repris dans le prospectus, les documents suivants :

1° les statuts de la société émettrice et, le cas échéant, de la société tierce;

2° le projet de prospectus;

3° le prospectus dès qu'il aura été approuvé ou reconnu par la Commission bancaire et financière;

4° l'engagement écrit des organismes chargés du service financier, par lequel ils déclarent effectuer celui-ci pour les instruments financiers dont l'inscription au nouveau marché est demandée;

5° le cas échéant, un exemplaire des comptes annuels des deux derniers exercices de la société émettrice;

6° la liste des actionnaires-dirigeants avec mention de leur participation respective dans le capital de la société émettrice;

7° le projet de développement reprenant notamment les éléments et les informations suivantes :

i) les données objectives de marché :

a) caractéristiques des produits ou des services que la société émettrice entend développer,

b) marché et concurrence,

c) aspects technologiques et commerciaux,

ii) le positionnement de la société sur son marché :

a) les conditions d'exploitation,

b) les parts de marché,

c) les avantages compétitifs,

iii) les moyens techniques et humains mis en œuvre :

a) descriptif de l'outil industriel,

b) nature et montant des investissements envisagés,

c) structure organisationnelle,

d) effectifs actuels et évolution prévisible,

e) informations relatives à l'équipe dirigeante;

8° une note d'analyse, réalisée par l'ITM, donnant l'opinion motivée de ses services d'analyse, sur les perspectives de croissance de la société émettrice;

9° une note d'analyse, réalisée par l'ITM, décrivant les risques susceptibles d'affecter la performance financière et le calendrier de réalisation du projet de développement;

10° l'engagement des actionnaires dirigeants de respecter les obligations visées aux articles 143 à 145;

11° une copie de la convention d'introduction signée entre la société émettrice et le ou les ITM;

12° une copie de la (des) convention(s) de tenue de marché signée(s) entre la société émettrice et un ou plusieurs ITM autres que celui qui a concouru à l'inscription de l'instrument financier;

13° l'engagement par la société émettrice et/ou par la société tierce de se conformer au présent chapitre et, de manière générale, à toutes obligations découlant de l'inscription au nouveau marché;

14° copie, le cas échéant, du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire décidant de l'augmentation de capital.

Le projet de développement visé au point 7 ainsi que les notes d'analyses prévues aux points 8 et 9, doivent en tout cas faire l'objet d'une diffusion dans le public.

Article 148. Le comité de direction peut, en outre, se faire communiquer tous les documents et demander :

a) aux demandeurs en inscription,

b) à la société émettrice,

c) à la société tierce,

d) à l'organisme qui assure le service financier,

tous les renseignements lui permettant d'apprécier le statut juridique et comptable de la société émettrice ainsi que les perspectives de négociation des instruments financiers.

Afdeling 5. — Opnemingsprocedure

Artikel 146. Elkeen die om de opneming verzoekt van een financieel instrument in de nieuwe markt moet zich laten bijstaan door één of meer SMH.

Die aanvraag moet, samen met de in artikel 147 vereiste bescheiden, schriftelijk worden gericht aan het directiecomité op het ogenblik van de indiening van het ontwerp van prospectus of van het prospectus bij de Commissie voor het Bank- en Financieewezen.

Artikel 147. Bij de aanvraag tot opneming moeten volgende stukken worden gevoegd, in zoverre ze geen deel uitmaken van het prospectus :

1° de statuten van de uitgevende vennootschap en, in voorkomend geval, van de derde vennootschap;

2° het ontwerp van prospectus;

3° het prospectus zodra het door de Commissie voor het Bank- en Financieewezen is goedgekeurd of erkend;

4° de schriftelijke verbintenis van de instellingen belast met de financiële dienst waarin ze verklaren die financiële dienst uit te oefenen voor de financiële instrumenten waarvoor de opneming in de nieuwe markt is gevraagd;

5° in voorkomend geval, een exemplaar van de jaarrekeningen van de uitgevende vennootschap over de laatste twee boekjaren;

6° de lijst van de aandeelhouders-bedrijfsleiders met vermelding van hun respectievelijk aandeel in het kapitaal van de uitgevende vennootschap;

7° het groeiplan dat met name de volgende elementen en informatie bevat :

i) de objectieve gegevens van de markt :

a) de eigenschappen van de producten of diensten die de uitgevende vennootschap wil ontwikkelen,

b) de markt en de concurrentie,

c) de technologische en commerciële aspecten,

ii) de positionering van de vennootschap op haar markt :

a) de bedrijfsvoorwaarden,

b) de marktaandelen,

c) de concurrentievoordelen,

iii) de technische en menselijke middelen :

a) een beschrijving van het industriële instrumentarium,

b) de aard en het bedrag van de beoogde investeringen,

c) de organisatiestructuur,

d) het huidige personeelsbestand en de voorziene evolutie,

e) de inlichtingen over het bestuur;

8° een nota met een door de SMH uitgevoerde analyse waarin een met redenen omklede opinie wordt gegeven over de groeiperspectieven van de uitgevende vennootschap;

9° een nota met een door de SMH uitgevoerde analyse over de met het financiële vermogen en de uitvoeringskalender van het groeiplan eventueel verbonden risico's;

10° de verbintenis vanwege de aandeelhouders-bedrijfsleiders de in de artikelen 143 tot 145 bedoelde verplichtingen na te leven;

11° een kopie van de sponsor-overeenkomst die werd gesloten tussen de uitgevende vennootschap en de SMH;

12° een kopie van de overeenkomst(en) van markthouderschap die werd(en) gesloten tussen de uitgevende vennootschap en één of meer andere SMH dan degene die voor de opneming van het financiële instrument heeft gezorgd;

13° de verbintenis van de uitgevende vennootschap of van de derde vennootschap dit hoofdstuk en, in het algemeen, alle verplichtingen die uit de inschrijving op de nieuwe markt voortvloeien, na te leven;

14° in voorkomend geval, een kopie van de notulen van de buitengewone algemene vergadering die een kapitaalverhoging beslist.

Het groeiplan als beoogd in punt 7 alsook de in de punten 8 en 9 voorziene analyzenota's moeten in elk geval onder het publiek worden verspreid.

Artikel 148. Het directiecomité kan bovendien de overlegging vragen van alle bescheiden en alle inlichtingen opvragen :

a) bij de aanvragers tot opneming,

b) bij de uitgevende vennootschap,

c) bij de derde vennootschap,

d) bij de instelling die instaat voor de financiële dienst,

die het mogelijk moeten maken de juridische en boekhoudkundige status van de uitgevende vennootschap te beoordelen alsook de verhandelingsperspectieven van de financiële instrumenten.

Article 149. Le comité de direction notifie, par lettre, sa décision à la société émettrice et à l'ITM ou aux ITM chargés de l'inscription, dans les deux mois suivant le dépôt de la demande d'inscription.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la demande.

Si, dans ce délai, le comité de direction requiert des renseignements complémentaires, le délai visé à l'alinéa 1^{er}, prend cours à dater de la réception de ceux-ci par le comité de direction.

La durée de validité d'une décision d'inscription est de trois mois à compter de la date de la lettre du comité de direction, sauf prolongation accordée par le comité de direction.

Le comité de direction peut refuser l'inscription d'un instrument financier au nouveau marché, lorsqu'il estime que l'inscription peut porter préjudice à l'investisseur ou au bon fonctionnement du marché.

Article 150. L'inscription d'un instrument financier au nouveau marché est annoncée par un avis publié par le comité de direction, précisant les conditions de négociation, la date de la première cotation, le procédé d'inscription et l'identité du ou des ITM.

Section 6. — Suspension et radiation des instruments financiers

Sous-section 1^{re}. — Suspension des instruments financiers

Article 151. A la demande de la société émettrice ou dans l'intérêt des porteurs ou du bon fonctionnement du marché, le comité de direction peut suspendre la cotation d'un instrument financier sur le nouveau marché.

La suspension ne peut être maintenue au-delà de deux jours de bourse sauf décision motivée du comité de direction.

Sous-section 2. — Radiation des instruments financiers

2.1 Radiation comme sanction

Article 152. Le comité de direction peut décider de la radiation comme sanction, d'un instrument financier inscrit au nouveau marché, lorsque :

a) l'une des conditions d'inscription visées à l'article 137 n'est plus remplie;

b) la société émettrice et/ou la société tierce ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu du présent arrêté royal, du règlement du marché et, de manière générale les obligations découlant de l'inscription au nouveau marché;

c) un marché suffisant de l'instrument financier n'est plus rencontré;

d) les actionnaires dirigeants ne respectent pas l'engagement qu'ils ont pris conformément aux articles 143 à 145;

e) un ITM ne respecte pas ses obligations à l'échéance du délai que le comité de direction a octroyé à la société émettrice pour obliger l'ITM à respecter ses engagements ou, à défaut, pour remplacer cet ITM.

Article 153. Le comité de direction peut subordonner la radiation comme sanction à des conditions particulières, dans l'intérêt exclusif du bon fonctionnement du marché ou en vue de la protection des investisseurs.

Article 154. La décision de radiation comme sanction du comité de direction est motivée et est notifiée à la société émettrice et à l'ITM par lettre recommandée.

La décision de radiation fait l'objet d'un avis publié par le comité de direction.

2.2 Radiation à la demande

Article 155. La société émettrice ou la société tierce adresse la demande de radiation au comité de direction. Dans les deux jours ouvrables qui suivent sa réception, le comité de direction rend celle-ci publique.

Le comité de direction prend une décision motivée dans les deux mois de la demande. Il notifie sa décision à la société émettrice, ou à la société tierce et à l'ITM, par lettre recommandée. Si des informations complémentaires sont demandées dans ce délai, la décision intervient dans les deux mois de la réception de ces informations.

La décision de radiation fait l'objet d'un avis publié par le comité de direction.

Article 156. Le comité de direction peut subordonner la radiation à la demande à des conditions particulières, dans l'intérêt exclusif du bon fonctionnement du marché ou en vue de la protection des investisseurs.

Artikel 149. Het directiecomité betekent zijn beslissing aan de verzoekende vennootschap en aan de met het dossier belaste SMH(s) binnen twee maanden na de indiening van de aanvraag tot opnemings.

Indien er binnen deze termijn geen beslissing wordt genomen, geldt zulks als een verwerping van de aanvraag.

Indien het directiecomité binnen deze termijn om bijkomende inlichtingen verzoekt, treedt de in lid 1 beoogde periode pas in vanaf de ontvangst ervan door het directiecomité.

De beslissing tot opnemings blijft tot drie maanden na datum van de brief van het directiecomité geldig, behoudens door het directiecomité toegestane verlenging.

Het directiecomité kan de opnemings van een financieel instrument in de nieuwe markt weigeren wanneer het van mening is dat de opnemings schade kan berokkenen aan de belegger of aan de goede werking van de markt.

Artikel 150. De opnemings van een financieel instrument in de nieuwe markt, de verhandelingsvoorwaarden, de datum van de eerste notering, de introductieprocedure en de identiteit van de sponsor(s)-markthouder(s) worden bekendgemaakt in een bericht door het directiecomité.

Afdeling 6. — Schorsing en schrapping van de financiële instrumenten

Onderafdeling 1. — Schorsing van de financiële instrumenten

Artikel 151. Op verzoek van de uitgevende vennootschap of in het belang van de houders of van de goede werking van de markt kan het directiecomité de notering van een financieel instrument in de nieuwe markt schorsen.

De schorsing mag niet langer dan twee beursdagen worden aangehouden, behoudens een met redenen omklede beslissing van het directiecomité.

Onderafdeling 2. — Schrapping van de financiële instrumenten

2.1 Schrapping bij wijze van sanctie

Artikel 152. Het directiecomité kan bij wijze van sanctie beslissen een financieel instrument op de nieuwe markt te schrappen wanneer :

a) aan één van de opnemingsvoorwaarden als bedoeld in artikel 137 niet meer wordt voldaan;

b) de uitgevende vennootschap en/of de derde vennootschap de verplichtingen waaraan ze is onderworpen krachtens dit koninklijk besluit, krachtens het marktreglement en, in het algemeen alle verplichtingen die uit de inschrijving op de eerste markt voortvloeien niet naleeft;

c) er geen voldoende markt meer is voor het financiële instrument;

d) de aandeelhouders-bedrijfsleiders de verbintenis die ze hebben aangegaan overeenkomstig de artikelen 143 en 145 niet na leven;

e) een SMH zijn verbintenissen niet nakomt aan het einde van de termijn die het directiecomité aan de uitgevende vennootschap heeft toegekend om de SMH te verplichten zijn verbintenissen na te komen of, bij ontstentenis, om deze SMH te vervangen.

Artikel 153. Het directiecomité kan de schrapping bij wijze van sanctie afhankelijk maken van bijzondere voorwaarden in het uitsluitend belang van de goede werking van de markt of met het oog op de bescherming van de beleggers.

Artikel 154. De beslissing van het directiecomité tot schrapping bij wijze van sanctie wordt met redenen omkleed en wordt bekendgemaakt aan de uitgevende vennootschap en aan de SMH in een bij de post aangetekende brief.

De beslissing tot schrapping wordt bekendgemaakt in een door het directiecomité gepubliceerd bericht.

2.2 Schrapping op verzoek

Artikel 155. De uitgevende vennootschap of de derde vennootschap richt de aanvraag tot schrapping aan het directiecomité, dat de aanvraag bekendmaakt binnen twee werkdagen na ontvangst ervan.

Het directiecomité neemt binnen twee maanden na de aanvraag en met redenen omklede beslissing. Het betekent zijn beslissing aan de uitgevende vennootschap, of aan de derde vennootschap en aan de SMH in een bij de post aangetekende brief. Wanneer binnen deze termijn bijkomende inlichtingen worden gevraagd, wordt de beslissing genomen uiterlijk twee maanden na de ontvangst van die inlichtingen.

De beslissing tot schrapping wordt bekendgemaakt in een door het directiecomité gepubliceerd bericht.

Artikel 156. Het directiecomité kan de schrapping op verzoek afhankelijk maken van bijzondere voorwaarden in het uitsluitend belang van de goede werking van de markt of met het oog op de bescherming van de beleggers.

Article 157. Une radiation à la demande ne peut être refusée que si la société émettrice ne s'est pas conformée aux obligations qui découlent de l'inscription au nouveau marché ou si les conditions particulières, visées à l'article 156, ne sont pas remplies.

Article 158. Sauf décision contraire du comité de direction, la radiation d'un instrument financier emporte la radiation de tous les autres instruments financiers dont la définition fait référence à l'instrument financier inscrit au nouveau marché, à savoir les obligations convertibles échangeables ou remboursables en instruments financiers de capital ainsi que les droits de souscription de l'instrument financier en question.

Article 159. Un recours contre la décision de radiation ou de refus de radiation est introduit auprès de la Commission d'appel et réglé selon la procédure visée à l'article 25 de la loi du 6 avril 1995.

Section 7. — Obligations des sociétés émettrices dont les instruments financiers sont inscrits au nouveau marché

Sous-section 1^{re}. — Redevances

Article 160. § 1^{er}. Quiconque demande l'inscription d'un instrument financier au Nouveau Marché est redevable de la somme fixée par le comité de direction conformément aux décisions éventuelles prises sur ces points par l'assemblée générale des membres du Groupement européen d'intérêt économique EuroNM.

Cette redevance est acquittée au comité de direction dans les deux mois de l'inscription de la demande.

§ 2. La société émettrice dont les instruments financiers sont inscrits au Nouveau Marché est tenue de payer une redevance annuelle dont le montant est fixé par le comité de direction, conformément aux décisions éventuelles prises sur ces points par l'assemblée générale des membres du Groupement européen d'intérêt économique EuroNM.

La redevance annuelle est acquittée au comité de direction avant le 20 octobre de chaque année.

Sous-section 2. — Obligation en matière d'information occasionnelle

Article 161. Les dispositions des chapitres I^{er} et II de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 relatif aux obligations en matière d'information occasionnelle des émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, s'appliquent aux sociétés émettrices dont les instruments financiers sont inscrits au nouveau marché.

Les engagements d'informations pris vis-à-vis du comité de direction, par les sociétés émettrices qui demandent l'inscription de leurs instruments financiers, sont déterminés par celui-ci.

Sous-section 3. — Obligations en matière d'information périodique

Article 162. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 relatif aux obligations en matière d'information périodique des émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, s'appliquent aux sociétés émettrices dont les instruments financiers sont inscrits au nouveau marché.

Article 163. Conformément à l'article 2 du même arrêté royal, les sociétés émettrices dont les instruments financiers sont inscrits au nouveau marché publient un rapport trimestriel relatif à leurs activités et à leurs résultats portant sur les premier et troisième trimestres de chaque exercice, conformément à l'article 2bis de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, relatif aux obligations en matière d'information périodique des émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits au premier marché et au nouveau marché d'une bourse de valeurs mobilières.

Le rapport trimestriel est publié dans les deux mois qui suivent le trimestre considéré.

Section 8. — Pouvoirs particuliers du comité de direction après inscription

Article 164. Le comité de direction prend, dans le cadre du présent chapitre, toutes les mesures qu'il juge nécessaires à la protection de l'investisseur ou au bon fonctionnement du nouveau marché.

Article 165. Le comité de direction examine toutes les propositions et remarques relatives aux instruments financiers inscrits, qui lui sont transmises par la Commission bancaire et financière.

Artikel 157. Een schrapping op verzoek kan slechts worden geweigerd indien de uitgevende vennootschap de verplichtingen die aan de opnemings in de nieuwe markt zijn verbonden, of de bijzondere voorwaarden als beoogd in artikel 156, niet heeft nageleefd.

Artikel 158. Behoudens andersluidende beslissing van het directiecomité, heeft de schrapping van een financieel instrument de schrapping tot gevolg van alle andere financiële instrumenten waarvan de definitie verwijst naar het in de nieuwe markt opgenomen financiële instrument, namelijk de obligaties die converteerbaar, inruilbaar of terugbetaalbaar zijn in financiële kapitaalinstrumenten alsook de warrants op het betrokken financiële instrument.

Artikel 159. Tegen de beslissing tot schrapping of de weigering tot schrapping kan beroep worden ingesteld bij de Commissie van Beroep, dat wordt geregeld overeenkomstig de in artikel 25 van de wet van 6 april 1995 beoogde procedure.

Afdeling 7. — Verplichtingen van de uitgevende vennootschap waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de nieuwe markt

Onderafdeling 1. — Vergoeding

Artikel 160. § 1. Elkeen die om de opnemings verzoekt van een financieel instrument in de Nieuwe Markt dient de door het directiecomité vastgelegde vergoeding overeenkomstig de eventuele beslissingen die terzake worden getroffen door de algemene vergadering van de leden van het Europees Economisch Samenwerkingsverbond EuroNM, te betalen.

Deze vergoeding wordt aan het directiecomité gestort binnen twee maanden na het indienen van de aanvraag.

§ 2. De uitgevende vennootschap waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de Nieuwe Markt moet een jaarlijkse vergoeding betalen die door het directiecomité wordt vastgesteld, overeenkomstig de eventuele beslissingen die terzake worden getroffen door de algemene vergadering van de leden van het Europees Economisch Samenwerkingsverbond EuroNM.

De jaarlijkse vergoeding wordt gestort aan het directiecomité vóór 20 oktober van ieder jaar.

Onderafdeling 2. — Verplichtingen inzake occasionele informatie

Artikel 161. De bepalingen van de hoofdstukken I en II van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betreffende de verplichtingen inzake occasionele informatie van emittenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt van een effectenbeurs zijn van toepassing op de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de nieuwe markt.

De informatieverplichtingen ten aanzien van het directiecomité, van de uitgevende vennootschappen die om de opnemings van hun financiële instrumenten verzoeken, worden door het directiecomité vastgelegd.

Onderafdeling 3. — Verplichtingen inzake periodieke informatie

Artikel 162. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 over de verplichtingen inzake periodieke informatie van de emittenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt van een effectenbeurs zijn van toepassing op de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de nieuwe markt.

Artikel 163. De uitgevende vennootschappen waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de nieuwe markt publiceren, overeenkomstig artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit, een driemaandelijkse verslag over hun bedrijf en hun resultaten in het eerste en derde kwartaal van elk boekjaar, overeenkomstig artikel 2bis van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betreffende de verplichtingen inzake periodieke informatie van emittenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt en de nieuwe markt van een Effectenbeurs.

Het driemaandelijkse verslag wordt binnen twee maanden volgend op het betrokken kwartaal gepubliceerd.

Afdeling 8. — Bijzondere bevoegdheden van het directiecomité na de opnemings

Artikel 164. In het kader van dit hoofdstuk neemt het directiecomité alle maatregelen die het nodig acht voor de bescherming van de belegger of voor de goede werking van de nieuwe markt.

Artikel 165. Het directiecomité onderzoekt alle voorstellen en opmerkingen met betrekking tot de opgenomen financiële instrumenten die het heeft ontvangen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

Article 166. Dans l'intérêt de l'investisseur ou du bon fonctionnement du marché, le comité de direction peut, aux frais des contrevenants, rendre public le fait que les conditions d'inscription d'instruments financiers au nouveau marché ne sont plus réunies, ou que les obligations découlant de cette inscription ne sont pas respectées.

Article 167. § 1^{er}. Le comité de direction peut demander :

- a) aux demandeurs en inscription,
- b) à la société émettrice,
- c) à la société tierce,

en vue de la protection de l'investisseur ou du bon fonctionnement du marché, communication de tous les renseignements qu'il juge nécessaires.

§ 2. En vue de l'accomplissement de sa mission, le comité de direction peut demander tous renseignements ou documents qu'il juge nécessaires aux autorités belges et étrangères compétentes en matière d'inscription et/ou de maintien d'instruments financiers sur le nouveau marché d'une bourse d'instruments financiers, située ou active à l'étranger.

§ 3. Le comité de direction peut transmettre, à leur demande, aux autorités belges ou étrangères qui sont compétentes en matière d'inscription et/ou de maintien d'instruments financiers sur le nouveau marché d'une bourse d'instruments financiers située ou active à l'étranger, tous renseignements ou documents qui lui sont demandés dans le cadre d'une procédure identique à celle qui est visée au précédent paragraphe. »

« CHAPITRE IX. — Règles de reporting et de transparence relatives au nouveau marché

Article 168. Les transactions effectuées sur le nouveau marché par fixing sont enregistrées dès leur réalisation.

Toutes les autres transactions réalisées sur le nouveau marché, font l'objet par les membres, d'une déclaration sans délai au comité de direction. Les transactions sont enregistrées dès leur déclaration par le membre.

La déclaration comporte au moins la dénomination de l'instrument financier et le nombre des instruments financiers échangés, la date et l'heure de transaction, le prix de la transaction et l'identité du membre avec laquelle la transaction a été effectuée.

Article 169. Le comité de direction publie, dès leur enregistrement les transactions effectuées par fixing.

Concernant les autres transactions sur le nouveau marché, le comité de direction publie, conformément aux articles 14 et 16 du règlement de la bourse, au plus tard une heure après leur déclaration, le cours et la quantité d'instruments financiers échangés à l'occasion de chaque transaction.

Lorsque la transaction porte sur un nombre d'instruments financiers supérieur à cinquante fois la quantité minimale sur laquelle s'engagent les teneurs de marché, la publication est reportée tant que le teneur de marché participant à la transaction n'a pas déclaré avoir dénoué sa position, dans la limite d'un délai de trois jours ouvrables.

Article 170. En ce qui concerne le nouveau marché, le comité de direction publie, avant l'ouverture de chaque séance de marché le cours plus haut, le cours le plus bas et le volume des transactions et en fait l'objet, lors de la séance de marché précédente d'une publication. »

CHAPITRE II. — Dispositions diverses

Art. 6. Les articles 129, 130 et 131 du présent arrêté royal deviennent respectivement les articles 171, 172 et 173.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Artikel 166. Met het oog op de bescherming van de belegger of de goede werking van de markt, kan het directiecomité, op kosten van de overtreder, bekendmaken dat de opnemingsvoorwaarden van de financiële instrumenten in de nieuwe markt niet meer vervuld zijn of dat de uit die opneming voortvloeiende verplichtingen niet worden nageleefd.

Artikel 167. § 1. Het directiecomité kan :

- a) bij de aanvragers tot opneming,
- b) bij de uitgevende vennootschap,
- c) bij de derde vennootschap,

met het oog op de bescherming van de belegger of de goede werking van de markt de mededeling vorderen van alle inlichtingen die het nodig acht.

§ 2. Met het oog op de uitoefening van zijn opdracht kan het directiecomité alle inlichtingen of bescheiden opvragen die het nodig acht bij de Belgische en buitenlandse instanties die bevoegd zijn inzake de opneming en/of het behoud van financiële instrumenten in de nieuwe markt van een in het buitenland gevestigde of actieve effectenbeurs.

§ 3. Op hun verzoek mag het directiecomité de Belgische en buitenlandse instanties die bevoegd zijn inzake de opneming en/of het behoud van financiële instrumenten in de nieuwe markt van een in het buitenland actieve of gevestigde effectenbeurs alle inlichtingen en documenten bezorgen die worden opgevraagd in het kader van een aan een in de voorgaande paragraaf identieke procedure. »

« HOOFDSTUK IX. — Regels inzake de rapportering en de transparantie met betrekking tot de nieuwe markt

Artikel 168. De op de nieuwe markt via fixing gedane verrichtingen worden ingeschreven zodra ze zijn uitgevoerd.

Alle andere op de nieuwe markt uitgevoerde verrichtingen worden zonder verwijl door het lid aangegeven aan het directiecomité. De verrichtingen worden ingeschreven zodra ze zijn aangegeven door het lid.

De aangifte bevat minstens de benaming van het financiële instrument en het aantal verhandelde instrumenten, de datum en het uur van de verrichting, de prijs van de verrichting en de identiteit van het lid waarmee de verrichting werd uitgevoerd.

Artikel 169. Het directiecomité maakt de verrichtingen via fixing bekend zodra ze zijn ingeschreven.

Wat de andere verrichtingen betreft, maakt het directiecomité, overeenkomstig de artikelen 14 tot 16 van het beursreglement, uiterlijk één uur na hun aangifte, de koers en het aantal financiële instrumenten bekend die werden verhandeld bij elke verrichting.

Wanneer de verrichting betrekking heeft op een aantal financiële instrumenten dat vijftigmaal hoger ligt dan de minimumhoeveelheid waartoe de markthouders zich hebben verbonden, wordt de bekendmaking uitgesteld zolang de in de verrichting deelnemende markthouder niet verklaard heeft zijn positie te hebben opgelost, binnen de drie werkdagen.

Artikel 170. Wat de nieuwe markt betreft, maakt het directiecomité voor de opening van iedere markt de hoogste koers bekend, de laagste koers en de omzet van de verrichtingen die tijdens de vorige marktzitting werden openbaar gemaakt. »

HOOFDSTUK II. — Diverse bepalingen

Art. 6. De artikelen 129, 130 en 131 van dit koninklijk besluit worden respectievelijk de artikelen 171, 172 en 173.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT